

Réponses de Nicolas Dupont-Aignan

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE :

Que pensez-vous faire pour l'équilibre EST-OUEST (équipements, emplois, logements, transports ...) dans notre région ?

– Il faut bien entendu réduire le déséquilibre est-ouest qui existe en région Ile-de-France, mais notre liste Debout la République porte une vision beaucoup plus large sur ce problème d'aménagement du territoire francilien. En réalité, le problème se pose à nos yeux à deux autres niveaux : d'une part, c'est le déséquilibre entre le centre et la grande couronne qui devrait être prioritairement traité. Il est vital de créer des pôles d'emploi dans les départements de l'Essonne, du Val-d'Oise, des Yvelines et de Seine-et-Marne pour rapprocher le lieu de travail de l'habitat de millions de Franciliens. Outre que cela améliorera substantiellement le quotidien de populations qui sont traditionnellement les grandes oubliées de l'aménagement francilien, et que cela rétablira une certaine justice en terme de distribution des richesses entre territoires, une telle politique aurait des effets indirects majeurs et bénéfiques pour la résolution d'autres problématiques comme celle des transports. Une chose demeure certaine a contrario : la dilatation permanente et insensée de La Défense entraînera des problèmes de transports collectifs qui ne seront pas tenables... D'autre part, il faut désormais penser le développement démographique et économique de l'Ile-de-France au sein d'un Bassin parisien beaucoup plus vaste que la seule région parisienne et encourager le peuplement des départements limitrophes pour limiter la congestion de la grande couronne, dont la fonction dortoir et réserve de main-d'œuvre pour le centre est devenue ingérable.

TRANSPORTS

Pour développer les transports en commun, comptez-vous augmenter la pression tarifaire sur les usagers franciliens ou bien comptez-vous rechercher des financements "externes" (fiscalité écologique, péage urbain ...)

Les nouvelles technologies (Navigo) doivent-elles être utilisées pour mieux tracer les usagers et les faire payer plus, ou bien pour mettre en place une tarification plus juste ? Par exemple en mettant en oeuvre les prolongements de parcours, pour mettre fin à la double tarification des usagers lorsqu'ils sortent de leurs zones de carte orange.

2 - La liste de Debout la République pour les élections régionales en Ile-de-France défend un projet différent – consultable à l'adresse : [[nda-iledefrance.fr/2010/notre projet](http://nda-iledefrance.fr/2010/notre_projet)] - à la fois plus concret, plus immédiat et moins coûteux que ceux avancés par les autres listes. Je précise que ce projet recueille le soutien de certaines associations de défense des usagers ou de leurs représentants, comme Jean-Claude Delarue, Président de la Fédération de Défense des Usagers des Transports et des Services Publics. Notre première mesure consiste à réparer les lignes de RER A, B, C et D dont l'entretien et le développement ont été notoirement négligés depuis leur lancement. Avec 2 milliards d'euros, soit dix fois moins que le projet délirant de « Grand Paris », beaucoup pourrait être fait rapidement pour améliorer très sensiblement l'offre, la qualité, la régularité et la sécurité des lignes RER concernées. Par ailleurs, DLR défend une zone unique de tarification pour le passe Navigo à 50 € (et 25 € pour le tarif réduit), ce afin d'encourager l'utilisation des transports en commun et mettre un terme à la criante injustice qui frappe les habitants de la grande couronne.

AGRICULTURE ALIMENTATION :

Le conseil régional finance un organisme : le CERVIA (centre régional de valorisation et d'innovation agricole et alimentaire). Comment voyez-vous les missions de cet organisme ? Doit-il y avoir une place plus grande pour les consommateurs et l'éducation alimentaire ?

3 – Le Conseil régional doit faire davantage et mieux pour favoriser la renaissance d'une agriculture à finalité locale (maraîchage, bio,...). Par ailleurs, la Région doit soutenir l'agriculture francilienne en défendant à Bruxelles comme au niveau du gouvernement français une Politique Agricole Commune digne de ce nom. A cet égard, tout en conservant ses missions vers les producteurs et les consommateurs, le CERVIA devrait voir son rôle accru pour servir ces nouveaux objectifs.

FORMATION CONTINUE

La formation est une compétence du conseil régional. Quels dispositifs comptez-vous mettre en place pour développer un droit réel à la formation et des actions de formation pour les bénévoles associatifs, notamment pour les associations régionales ?

4 – Notre projet prévoit la création de 20 000 places supplémentaires d'apprentis en cinq ans. Par ailleurs, l'idée de favoriser la formation des bénévoles associatifs paraît bonne et mériterait effectivement d'être creusée.